

Mémo

Sommet pour le climat de Ban Ki-moon

Cette note, qui ne prétend pas être exhaustive, est un mémo où l'on ne trouvera pas une mise en contexte et une critique de chacun des points évoqués. Pour une analyse critique de certains de ces enjeux, voir la note de décryptage produite pour Attac France¹.

Plus de 120 Chefs d'Etat, et 800 représentants du secteur privé, ont participé au sommet sur le climat organisé par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, le 23 septembre à New York, dans le but de « *donner un nouvel élan à la lutte contre les changements climatiques* ». Organisé en grande pompe, ce sommet comportait huit aires d'action prédéfinies (Agriculture, Villes, Energie, Financements, Forêts, Industrie, Résilience, Transports). Le sommet s'est tenu deux jours après ce qui peut-être considéré comme la plus grande manifestation de l'histoire « *pour le climat* », réunissant plus de 600 000 personnes à travers le monde², dont 300 000 à New York³, selon les organisateurs.

Déclarations générales

Pour Ban Ki-moon⁴, il faut agir pour faire en sorte qu'à la fin du siècle, ne soit pas émis « *plus de carbone que notre planète ne peut en absorber* ». De son côté, Barack Obama, a reconnu la « *responsabilité particulière* » des Etats-Unis et de la Chine et a affirmé que « *le climat change plus rapidement que nos efforts pour y répondre. Nos citoyens manifestent. Nous ne pouvons faire semblant de ne pas les entendre. Nous devons répondre à l'appel* ». Le ministre Chinois Zhang Gaoli a lui rappelé la responsabilité historique des pays industrialisés dans le dérèglement climatique actuel, les invitant à « *intensifier véritablement la réduction de leurs émissions et à remplir leurs obligations de soutien financier et de transfert de technologies* ». De son côté, François Hollande a affirmé que tout devait être fait pour « *contenir l'augmentation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 °C* ». Le Costa Rica a, lui, confirmé sa volonté d'être neutre en matière d'émission de carbone dès 2021, avec un moratoire sur le pétrole.

Vers un accord mondial à Paris à 2015 ?

Si le Sommet pour le climat de Ban Ki-moon n'entrait pas dans le cadre des négociations de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques (UNFCCC), Ban-Ki Moon souhaitait qu'il crée « *une dynamique propice à un aboutissement heureux des négociations* »⁵. Dans ses conclusions, Ban Ki-moon a affirmé que les « *leaders* » s'étaient « *engagés à finaliser nouvel un accord significatif, universel dans le cadre de l'UNFCCC à la COP21 de Paris 2015, et à disposer d'une première version de l'accord lors de la COP20 de Lima, en décembre 2014* ». Barack Obama a de son côté appelé à la conclusion d'un accord « *ambitieux* », « *global, car tous les pays doivent s'impliquer* », et « *flexible, car les pays font face à des réalités différentes* », poursuivant dans la même ligne que ses déclarations de fin août⁶ refusant tout accord contraignant.

Réductions d'émissions de gaz à effets de serre (GES)

Le sommet n'affichait aucun objectif en la matière. Les pays ne doivent révéler leurs engagements pour la période 2020 - 2030 qu'au premier trimestre 2015. Aucun d'entre eux ne veut revoir à la hausse ses engagements de réduction pour la période pré-2020. Pourtant, selon un rapport du PNUE⁷, les pays de la planète vont émettre 13 gigatonnes de CO2 de trop en 2020 (57 gigatonnes au lieu de 44 gigatonnes de CO2) par rapport aux exigences de réductions d'émissions visant à ne pas dépasser les 2°C de réchauffement climatique global d'ici la fin du siècle. Ainsi, si Barack Obama a renouvelé ses engagements visant à réduire de 17 % les émissions des Etats-Unis d'ici 2020 par rapport à leur niveau de 2005, cela signifie un tout petit 3 % de réduction depuis 1990, largement insuffisant. De son côté, le représentant chinois a annoncé que son pays atteindrait un pic d'émissions, avant de diminuer, « *le plus rapidement possible* » et que ses engagements post-2020, y compris de réduction absolue, seraient rendus publics au premier trimestre 2015⁸. Sans revoir à la hausse les objectifs de réduction d'émission d'ici 2020, diviser par deux les émissions mondiales d'ici 2050, par rapport à 1990, est compromis.

Un prix pour le carbone

Sous le terme « *un prix pour le carbone* » (*carbon pricing*), la Banque Mondiale a lancé une initiative mondiale pour promouvoir « *différents instruments visant à réduire les émissions de façon efficace et rentable, tels que les marchés carbone domestiques, les taxes carbone et l'utilisation de dispositifs basés sur le coût social du carbone et/ou le paiement pour la réduction des émissions* »⁹. A travers ces dispositifs, par ailleurs sensiblement différents, la Banque Mondiale considère qu'un signal-prix sera délivré aux marchés qui permettra de réorienter les investissements et les choix des acteurs économiques vers « *une économie plus propre* ». A New-York, soixante-treize gouvernements nationaux, onze gouvernements régionaux et plus de 1000 « *leaders économiques et investisseurs* », qui représenteraient 52 % du PIB, 54 % des émissions et près de la moitié de la population de la planète, ont indiqué leur soutien à la proposition de la Banque Mondiale¹⁰. On y retrouve¹¹ de très nombreuses banques et assurances (AG2R, BNP, Deutsche Bank, etc.), multinationales (Airbus, Air France, Arcelor Mittal, BP, DuPont, GDF Suez, Lafarge, Rio Tinto, Schell, Statoil, Unilever, Veolia, Yara, etc) et investisseurs. Ils entendent constituer une « *coalition des leaders en faveur d'un prix pour le carbone* ». Selon eux, « *un prix du carbone fournit un signal nécessaire pour les investissements en faveur d'une croissance faiblement carbonée et résiliente, quel que soit le mécanisme utilisé* ». Pour le président de la Banque Mondiale¹², ce serait « *un formidable coup de pouce pour l'économie* ».

Fonds Vert pour le climat

Ban Ki-moon s'est dit « *impressionné par les financements mobilisés* »¹³ lors du Sommet. Difficile pourtant de s'enthousiasmer pour le Fond Vert pour le Climat. Alors que les pays riches étaient invités à dévoiler le montant de leur contribution, que sont attendus treize à quinze milliards de dollars d'ici la fin de l'année et cent milliards de dollars par an d'ici à 2020, ce sont à peine deux milliards de dollars qui ont été promis. Ainsi, les annonces de François Hollande, voulues tonitruantes – un milliard de dollar sur les quatre prochaines années – sont en fait dérisoires¹⁴. Pour masquer cet échec, Ban Ki-Moon a surtout mis en avant les « *financements privés* » qui sont en fait, et essentiellement, des annonces des banques et des acteurs financiers visant à « *décarboniser* » leurs porte-feuilles d'actifs financiers et leurs investissements, de façon volontaire et sans qu'aucun contrôle futur de ces annonces ne soit envisagé. Les sommes annoncées se comptent, dans ce cas, en centaines de milliards de dollars. Les banques ont également annoncé vouloir développer les « *obligations vertes* » et multiplier par dix leurs placements dans des projets de développement « *intelligents face au climat* ». Cent-soixante institutions et collectivités se sont engagés¹⁵ à désinvestir cinquante milliards de dollars du secteur des énergies fossiles dans les trois-cinq ans et à les réinvestir dans les énergies renouvelables, s'appuyant sur le mouvement pour le désinvestissement des énergies fossiles existant dans les pays anglo-saxons.

Forêts

Une déclaration¹⁶ sur les forêts a été lancée à New York, soutenue par 150 partenaires, notamment vingt-huit gouvernements, trente-cinq entreprises et plus d'une cinquantaine d'organisations de la société civile. Cette déclaration prévoit de diviser par deux le nombre d'hectares déboisés chaque année d'ici à 2020, et de cesser les coupes claires dans les forêts d'ici à 2030. Plus la restauration de 350 millions d'hectares de forêts et de terres agricoles, ce qui pourrait hypothétiquement éviter 4,5 à 8,8 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an d'ici 2030. Les Etats-Unis mais aussi l'Indonésie (qui perd chaque année quelque 0,84 million d'hectares de forêt primaire – plus que le Brésil) sont signataires de la déclaration. Trois des principales entreprises productrices d'huile de palme, source majeure de déforestation, Cargill, Golden Agri-Resources et Wilmar, figurent parmi les signataires. Ainsi que Asia Pulp & Paper, l'un des principaux producteurs de pâte à papier, et Walmart, l'un des commanditaires majeurs de ces sociétés. Non contraignante et basée sur des engagements volontaires, cette déclaration, en ciblant 2020 et 2030, institutionnalise donc des années de déforestation continue. Ces objectifs sont par ailleurs en deçà des objectifs 5 et 7 des objectifs d'Aichi¹⁷ sur la biodiversité. Enfin, cette déclaration est le fruit¹⁸ d'une réunion qui s'est tenue au Forum mondial du business à Davos et elle a été rédigée par un cabinet de conseil basé à Washington et dirigé par un ancien de la Banque Mondiale. En parallèle au sommet de New-York,

le Libéria s'est engagé¹⁹ à stopper toute déforestation contre une aide au développement fournie par la Norvège.

Energies renouvelables

Dix-neuf pays et trente-deux partenaires (pays, organisations régionales, secteur privé, etc.) se sont engagés²⁰ à créer le corridor africain des énergies propres, long de 8000 kilomètres, de l'Afrique de l'Est à l'Afrique Australe. Ce projet consiste en la création de méga-projets d'énergies renouvelables dans chacun des pays traversés et à confier leur financement à des dispositifs innovants, au secteur privé et aux marchés financiers.

Agriculture intelligente face au climat.

L'alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat a été lancée²¹ à New York, avec seize pays et trente-sept organisations. Dont le gouvernement français qui a décidé de rejoindre cette alliance. Le Fond international de développement agricole (IFAD) et la Banque mondiale ont annoncé que 100 % de leurs porte-feuilles d'investissement dans l'agriculture – environ 11 milliards de dollars – seraient « *intelligents face au climat* » d'ici 2018. Y compris les financements destinés aux agricultures les plus pauvres. De son côté, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) allouera plus de dix milliards de dollars sur dix ans pour des projets de recherche en matière « *d'agriculture intelligente face au climat* ».

Efficacité énergétique

Une quarantaine de pays, une trentaine de villes et des dizaines d'entreprises se sont engagés²² à doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 par l'intermédiaire de l'efficacité des carburants automobiles, l'éclairage, les immeubles et le secteur de l'énergie. Par ailleurs, l'industrie pétrolière et gazière, avec les gouvernements, se sont engagés²³ à identifier et réduire leurs émissions de méthane d'ici à 2020.

Le 1er Octobre

Maxime Combes, membre d'[Attac France](#) et de l'[Aitec](#), engagé dans le projet [Echo des Alternatives \(www.alter-echos.org\)](#)

@MaximCombes sur Twitter

maxime.combes@gmail.com

+33 6 24 51 29 44

- 1 Nouveaux mécanismes financiers, prépondérance du secteur privé, techno-sciences... un sommet des fausses solutions ? <https://france.attaq.org/nos-publications/notes-et-rapports-37/article/nouveaux-mecanismes-financiers>
- 2 <http://www.bbc.com/news/science-environment-29301969>
- 3 <http://grist.org/climate-energy/biggest-climate-action-ever-brings-out-310000/>
- 4 Sauf mention contraire, les citations et informations chiffrées sont tirées du résumé publié par Ban Ki-moon : <http://newsroom.unfccc.int/unfccc-newsroom/un-climate-summit-ban-ki-moon-final-summary/>
- 5 www.un.org/climatechange/summit
- 6 Barack Obama ne veut pas d'accord juridiquement contraignant. Il l'a clairement affirmé à la fin de l'été, préférant un modèle de « Name & shame », où chaque pays définit ses propres engagements de manière unilatérale et se verra accorder un satisfecit international s'il les atteint, et sera blâmé dans le cas contraire.
- 7 <http://www.unep.org/pdf/UNEPemissionsGapReport2013.pdf>
- 8 <http://www.theguardian.com/environment/chinas-choice/2014/sep/24/china-pledges-to-cut-emissions-at-un-climate-summit>
- 9 Voir la déclaration du 3 juin 2014 - <http://www.worldbank.org/en/programs/pricing-carbon>
- 10 <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/09/22/73-countries-1000-companies-investors-support-price-carbon>
- 11 Voir la liste des soutiens : <http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/carbon-pricing-supporters-list-092114.pdf>
- 12 <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/05/05/supporting-a-price-on-carbon>
- 13 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/FINANCING-PR-REVISED.pdf>
- 14 Climat : effets d'annonce et vrais renoncements - <https://france.attaq.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/climat-effets-d-annonce-et-vrais>
- 15 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/09/FINANCING-Divest-Invest-Global-Movement.pdf>
- 16 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/09/FORESTS-New-York-Declaration-on-Forests.pdf>
- 17 http://fr.wikipedia.org/wiki/Objectif_d%27Aichi
- 18 Voir <http://www.redd-monitor.org/2014/09/26/the-new-york-declaration-on-forests-an-agreement-to-continue-deforestation-until-2030/>
- 19 http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2014/09/140923_liberia_trees_deal
- 20 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/09/ENERGY-Africa-Clean-Energy-Corridor.pdf>
- 21 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/AGRICULTURE-PR.pdf>
- 22 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/ENERGY-EFFICIENCY-PR-REVISED.pdf>
- 23 <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/05/INDUSTRY-PR.pdf>